

HAVAS PARIS POUR LA FHF

Point de situation du 6 mai 2020

INFORMATION CORONAVIRUS**POINT DE SITUATION****EN FRANCE**

- 25 531 décès (16 060 à l'hôpital et 9 471 en EHPAD)
- 3 430 cas en réanimation
- 52 736 cas guéris

DANS LE MONDE

- + de 257 000 morts
- + de 3 600 000 cas

Le pays le plus touché est les **Etats-Unis** (1,2 million de cas et plus de 71 000 décès selon l'Université John Hopkins). En Europe, l'**Espagne** (219 000 cas et 25 600 morts), l'**Italie** (213 000 cas et 29 300 morts), la **France**, et le **Royaume-Uni** (196 000 cas et 29 500 morts) sont les pays qui ont été le plus contaminés.

LES TEMPS FORTS**Mardi 5 mai**

- Emmanuel Macron est en visite dans une école, restée ouverte, à Poissy (Yvelines). Il y rencontre notamment une professeure et ses élèves, enfants de personnels hospitaliers.
- L'application StopCovid pourrait être disponible le 2 juin, annonce le secrétaire d'Etat au Numérique Cedric O. *"Nous entrerons dès la semaine prochaine en phase de test, a détaillé Cédric O à propos de cet outil souhaité par le gouvernement pour lutter contre la propagation du coronavirus. C'est-à-dire que nous reproduirons des situations réelles pour vérifier que l'application fonctionne bien."*

Mercredi 6 mai

- La Commission européenne s'attend à une récession de 7,7% dans la zone euro cette année, accompagnée d'une chute de l'inflation et d'une remontée du chômage, l'économie européenne se retrouvant "en état d'hibernation", a annoncé la commission. Selon les mêmes prévisions, la France ne tire pas beaucoup mieux son épingle du jeu, avec une récession attendue de 8,2%.
- 75% des métros circuleront à partir du 11 mai, date de début du déconfinement, a annoncé Catherine Guillouard, la PDG de la RATP auditionnée par le Sénat.

- Le coordonnateur des stratégies de déconfinement du gouvernement, Jean Castex, est auditionné ce matin par la commission des lois du Sénat. *"Le comportement de nos concitoyens est la clef de la réussite de la victoire un jour contre cette pandémie", a souligné Jean Castex. "Il me semble observer un petit relâchement et ce n'est pas bon parce que si ça se prolonge en phase de sortie de confinement, si on ne respecte pas les gestes barrières (...), on risquera la rechute."*
- Le chef de l'Etat, qui avait promis un plan spécifique d'aide pour les secteurs *"durablement impactés"* par la crise, doit dévoiler dans la matinée les premières orientations d'un *"plan pour la culture"* que *"le gouvernement sera amené à mettre en oeuvre rapidement"*.
- Le Sénat a adopté le projet de loi prorogeant l'état d'urgence sanitaire, mais largement modifié après cette première lecture, avec *"des garanties essentielles"* en vue du déconfinement sur le suivi des malades du coronavirus et la responsabilité des maires.

LES PRINCIPAUX SUJETS DE DISCUSSION

Nous en sommes au 51^e jour de confinement en France. Parmi les points à retenir ce matin :

- Les rédactions soulignent que **le texte prolongeant l'état d'urgence sanitaire jusqu'au 10 juillet a été adopté dans la nuit par le Sénat**, et détaillent les modifications et les « garanties » exigées par les sénateurs : aménagement du régime de responsabilité pénale des employeurs, élus locaux et fonctionnaires, limites à la dérogation au secret médical ou encore création d'une instance de contrôle dans le cadre du traçage.
- Fort intérêt médiatique pour les annonces que devrait délivrer le PR au monde de la culture ce mercredi matin. Les journalistes font particulièrement état des difficultés que connaît le secteur depuis le début de la crise sanitaire et relaient les **inquiétudes des artistes et des intermittents, qui réclament notamment des aides et une « année blanche »** (« au chevet du secteur culturel, laminé par la pandémie »). Enfin, l'interpellation du Chef de l'État par I. Adjani concernant la mise en place d'un « État d'urgence culturelle » bénéficie d'un écho important dans la presse et sur les réseaux sociaux – non sans ironie parfois.
- Quelques articles rapportent sur un ton factuel les critiques adressées au Gouvernement par des élus de droite, notant que ceux-ci sont favorables à la réouverture des écoles mais qu'ils s'opposent au caractère volontaire de la re-scolarisation. Dans la PQR, le traitement médiatique du sujet tourne principalement autour des doutes et des **inquiétudes persistantes des élus locaux et des enseignants**. Sur les Twitter, la colère des internautes du secteur de l'éducation et des parents d'élèves se fait encore ressentir
- Avec optimisme, les publications remarquent que **la pression sur les services de réanimation continue de s'alléger en France** et que les cinq départements de la région Hauts-de-France sont passés du rouge à l'orange. Commentateurs et internautes se montrent néanmoins prudents, rappelant que le nombre total de cas graves hospitalisés reste élevé et que l'éventualité d'une seconde vague épidémique n'est pas exclue après le 11 mai.

- La presse en ligne s'intéresse ce matin à l'organisation du **déconfinement à la SNCF** et détaillent les mesures qui devraient être mises en place, en particulier le port obligatoire du masque et la **création d'un PC pour réguler l'affluence en temps réel dans les trains**.
- Dans le monde :
 - Les médias évoquent la **récession mondiale** et la **hausse généralisée du chômage** avec une inquiétude marquée et illustrent ce constat par l'annonce d'Airbnb de licencier un quart de ses employés dans le monde, soit 1.900 salariés, en raison de la pandémie.
 - En outre, plusieurs journalistes observent que **la Cour constitutionnelle allemande a donné trois mois à la BCE pour justifier ses rachats d'actifs** dans le cadre de la politique de *quantitative easing* entreprise depuis 2015. Les rédactions voient dans ce jugement un « mauvais signal » de la part des sages de Karlsruhe alors que l'Union Européenne travaille à la création d'un fonds de relance exceptionnel (« le jugement tombe au plus mauvais moment », « une bombe à retardement »).

LES ANALYSES MÉDIATIQUES À RETENIR DE LA VEILLE

La réouverture des écoles cristallise une part significative de l'attention médiatique

La question de la réouverture des écoles reste incontestablement l'angle médiatique dominant (hier : 9 Unes de la PQR, 3 de la PQN, de nombreux sujets en radio, en JT et sur les chaînes d'information en continu). Comme les jours précédents, les rédactions insistent sur l'idée que ce sujet catalyse les critiques sur le déconfinement. Surtout du fait de la « fronde » des élus locaux qui envisagent, pour certains, de ne pas rouvrir les établissements scolaires de leur commune à compter du 11 mai (« la zizanie », Libération, « l'équation impossible », Le Figaro, Le Monde). En ce sens, le cas des 300 maires franciliens s'opposant à la réouverture des écoles le 11 mai reste largement traité.

Cette idée de fronde se voit renforcée, selon les journalistes, du fait d'une communication gouvernementale peinante à établir une pleine clarté sur le sujet (Libération, « le grand flou »). On observe, par ailleurs, un relais des appels de syndicats enjoignant aux enseignants de faire valoir leur droit de retrait ou de déposer des préavis de grève. Plus largement, les médias se font l'écho de mise en place de protocoles sanitaires qui vireraient parfois au « casse-tête » voire à « l'absurde », suscitant des incertitudes voire de la colère chez ceux chargés de les mettre en place (Le Parisien, Libération). D'autant qu'ils doivent composer, rappellent les rédactions, avec l'inquiétude latente des parents.

Dans ce contexte, le déplacement du PR, aux côtés du ministre de l'Éducation nationale, dans une école de Poissy, est scruté avec attention par les rédactions. Cette visite est d'ailleurs comprise comme une initiative devant permettre de lever « les incertitudes » (Cnews. M. Weisfreid/France Inter). Quelques commentaires positifs abondent d'ailleurs cette lecture, à l'instar de ceux de N. Saint-Criq/France 2, mettant en avant le ton posé et rassurant du PR. Revient aussi l'idée que le chef de l'État veut faire « la preuve par l'exemple » en montrant que le retour à l'école peut fonctionner, comme c'est le cas à Poissy. Ils soulignent toutefois que le choix de l'établissement n'est pas neutre, suggérant en filigrane que généraliser cet exemple à l'ensemble des écoles ne serait pas forcément évident (Europe 1). Cette visite n'a cependant pas permis d'éteindre les critiques des internautes qui continuent de marteler leur hostilité à ce retour à l'école.

En parallèle, la figure du ministre de l'Éducation cristallise l'attention médiatique. Quelques-uns vont jusqu'à juger que cette semaine serait pour lui un « crash-test politique », alors qu'il serait déjà fragilisé par l'opposition des enseignants à la réforme des retraites et par une gestion de crise lors de laquelle il se serait régulièrement retrouvé « à contretemps » (Libération, « un ministre en galère »).

Le rejet du plan de déconfinement par le Sénat est compris comme un avertissement

L'ensemble des médias revient sur le rejet du plan de déconfinement par le Sénat. Si la plupart s'accordent sur le caractère « symbolique » de ce refus, ils constatent aussi que le PM n'a pas réussi à convaincre (RTL, « méfiance des sénateurs », J.-M. Apathie/LCI). Ce vote est compris comme un avertissement adressé au Gouvernement en ce sens qu'à défaut d'un soutien massif des Français il pouvait compter jusque-là sur une forme d'union nationale. Ce vote entérine, selon eux, le fait que cette dernière a définitivement « volé en éclats », compliquant dorénavant la tâche de l'Exécutif (Le Monde, Le Parisien).

Parmi les sujets discutés hier, revient aussi la question de la responsabilité pénale des élus locaux. Les médias relèvent l'adoption par le Sénat, contre l'avis de l'Exécutif, d'un amendement à ce sujet. Un fait d'autant plus remarquable pour les journalistes que la proposition d'un amendement de suppression au nom du Gouvernement a recueilli, quant à elle, zéro voix (« pire qu'un camouflet » Le Monde). Il n'empêche, quelques-uns jugent que le Gouvernement a déjà ouvert une porte pour les rassurer en insistant sur l'obligation de moyens et non sur celle de résultats (« il n'y a pas d'obligation de parvenir mais il y a une obligation d'essayer », TF1).

En parallèle, quelques observateurs pointent la communication « curieuse » de l'Exécutif, alors que PR et PM ont pris la parole quasiment en même temps, lundi. Sud-Ouest y voit une manière, pour le PR, de « reprendre la main » tandis que d'autres jugent que le PR « marche encore sur les plates-bandes d'Édouard Philippe ».

La tension monterait au sujet des transports, estiment les journalistes

Les médias répercutent l'inquiétude des opérateurs de transport qui jugent ne pas disposer des moyens pour faire respecter les règles de distanciation sociale (« les sueurs froides des opérateurs de transport public », Les Échos, « les opérateurs craignent de ne pas pouvoir gérer les flux de voyageurs », La Croix, « une reprise qui inquiète », LCI). En toile de fond, relèvent les observateurs, les transporteurs redouteraient d'être tenus pour responsables d'infections si les distances venaient à ne pas être respectées et chercheraient à se protéger juridiquement (L'Opinion, RTL).

Conséquemment, l'idée d'un bras de fer entre le Gouvernement et les opérateurs transparait parfois dans les publications : la lettre envoyée par les dirigeants des entreprises de transport public au PM est ainsi analysée comme une forme de remise cause des directives gouvernementales (« lettre incendiaire », Le Point, « la fronde des transporteurs », Ville, rail et transport). Face à laquelle la colère d'E. Philippe est évoquée – suggérant, de ce fait, une montée des tensions (« colère si froide », RTL, « le temps des tacles », Les Échos).

Bien que moins visible, les rédactions se font aussi le relais de la demande des transporteurs d'une implication des forces de l'ordre (France 3). Quelques journalistes rapportent la position de J.-B. Djebbari qui s'y dit favorable et assure que le Gouvernement prendra position dans 48 heures (France Inter). On notera également que les associations d'usagers mettent la pression au

Gouvernement par voie de presse. La Fnaut estime, par exemple, que la reprise des transports en commun le 11 mai serait un « pari très risqué » (Ouest-France, Sud-Ouest).

LES DERNIÈRES PRISES DE PAROLE

Nicolas Hulot – France Inter – 06/05/20

L'ancien ministre de la Transition écologique, invité de France Inter, appelle à un "nouveau monde", rendu urgent par une "crise de civilisation", mise en lumière par l'épidémie de Covid-19. Il publie un manifeste pour un « nouveau monde ».

"Nous sommes dans une profonde crise de civilisation", explique-t-il.

- *"Nous arrivons au bout d'un système et nous venons d'être confrontés très brutalement à notre vulnérabilité, à notre interdépendance, à notre excès", estime Nicolas Hulot.*
- *"On vient de se prendre une gigantesque claque et croyez-moi, si on n'en tire pas des leçons, on va s'en prendre d'autres. Et à un moment ou un autre, le tribut sera excessivement lourd", lance l'ancien ministre, "imaginez si cette crise avait eu lieu pendant une période de canicule".*
- *Nicolas Hulot plaide pour un monde "où on va passer du libre-échange à un juste échange", une "troisième voie" entre protectionnisme et néolibéralisme. "On ne va pas cesser de commercer. On ne va pas cesser d'échanger", assure-t-il, mais "il va falloir relocaliser des chaînes de valeurs entières et on ne va pas commercer à l'identique. On va arrêter d'avoir des produits qui arrivent en 24 heures du bout du monde avec les impacts écologiques et climatiques que l'on connaît".*
- *Il appelle à "prendre date probablement à l'automne et tous ensemble", "pas simplement les politiques". "Il faut sortir des confrontations stériles", lance l'ancien ministre du gouvernement d'Édouard Philippe. "On n'y arrivera pas les uns sans les autres", souligne le président d'honneur de la fondation Nicolas Hulot pour la nature et l'homme : "Si demain, au sortir du confinement, les esprits procureurs l'emportent sur les esprits éclairés, on ira dans le mur".*

LES UNES DU JOUR



LES TWEETS À NE PAS MANQUER

Anne Saurat-Dubois @annesaurat · 55 min
 Auditionné devant le #Sénat, Jean Castex, Monsieur #Déconfinement du Gouvernement, lâche le mot:
 « J'ai préparé un plan de #déconfinement. Et oui, je vous réponds, et je vous le confirme, ce plan contient également un plan de re-confinement ». @BFMTV #Castex

David Abiker @DavidAbiker · 1h
 « Dans une France qui reprend peu à peu le travail pourquoi devrait-on faire une exception pour les enseignants alors que les soignants ont donné l'exemple de la continuité du service public »

Laurent Joffrin hier dans @libe met les pieds dans le plat mais discrètement.

Mediapart @Mediapart · 2h
 Les fables de la «grande muette». Au risque de propager le virus, des marins testés positifs au #Covid19 ont été autorisés à rentrer chez eux. Quant à l'hôpital de campagne de Mulhouse, archi-médiatisé, il n'avait, le 21 avril, accueilli que 46 patients.

Pierre Schydowski @PSchydowski · 3h
 Le Canard Enchaîné du jour révèle que l'ambassadeur de France à Pékin avait alerté le PR et le ministre des Affaires étrangères dès décembre 2019 sur les dangers du coronavirus de Wuhan, «des informations alarmantes dont ils n'ont tenu aucun compte»
 #covid19

L'ambassadeur de France à Pékin avait alerté Macron

EN DÉCEMBRE 2019, peu avant l'arrivée du coronavirus en Europe, le Quai d'Orsay et l'Élysée avaient reçu des informations alarmantes dont ils n'ont tenu aucun compte. L'ambassadeur de France à Pékin, Laurent Billi, venait d'avertir Jean-Yves Le Drian et Emmanuel Macron qu'un dangereux virus était signalé à Wuhan.

De nombreux Français vivaient alors dans cette capitale de la province du Hubei où, le 23 février 2017, Bernard Cazeneuve, Premier ministre de François Hollande, était allé visiter le laboratoire épidémiologique P4, fruit d'une collaboration avec Paris, et célébrer à cette occasion les diverses coopérations franco-chinoises dans le «pôle automobile», à l'université de Wuhan et, surtout, «dans la lutte contre les maladies infectieuses émergentes». Ne serait-ce que pour la protection nécessaire des Français séjournant et travaillant à Wuhan, les informations venues de Pékin, via l'ambassade, méritaient mieux qu'une lecture rapide. En effet, ce n'est qu'à partir de fin janvier que Jean-Yves Le Drian a organisé le rapatriement par avion des ressortissants français.

Cette alerte au virus n'était pas la première du genre. Pendant dix-sept ans – depuis l'épidémie de Sras –, les présidents et les ministres concernés savaient qu'une pandémie pouvait survenir. Quelques exemples.

Présidents sans réaction

En septembre 2005, les services français recevaient un rapport de 25 experts de la CIA prédisant l'arrivée prochaine d'une pandémie «extrêmement contagieuse (sans traitement adéquat)». A Paris, en 2008 puis en 2013, paraissaient deux Livres blancs de la Défense, auxquels les grosses têtes du Renseignement avaient apporté leur concours. On y annonçait notamment «une pandémie massive dans les quinze années à venir». Le 20 février 2009, nouvelle alerte : le Secrétaire général de la défense et de la sécurité nationale évoquait l'apparition possible d'un virus d'origine animale «et recommandait des mesures drastiques pour protéger la population».

Quand sont parvenues à Paris, en décembre 2019, les informations relatives à l'apparition d'un nouveau virus, il était encore possible, pour un président conscient de ses responsabilités, de constituer un bon stock de masques, de tests et de respirateurs. Mais Macron n'a pas trouvé le temps d'y penser.

Claude Angeli



Laurent Lejop @laurentlejop · 4h

📍 La Chine a-t-elle dissimulé l'épidémie de **#Coronavirus** en janvier pour pouvoir faire main basse sur le matériel de protection à bas prix et avant tout le monde ?

L'enquête accablante d'un journaliste d'investigation canadien 🇨🇦



Sam Cooper @scoopercooper · 30 avr.

Exclusive investigation: United Front groups in Canada helped Beijing stockpile coronavirus safety supplies globalnews.ca/news/6858818/c...
... investigation identified some PPE actors associated with organized crime suspects

[Afficher cette discussion](#)



Le Parisien @le_Parisien · 5h

Confinement : les Français ont pris 2,5 kg en moyenne



franceinfo @franceinfo · 11h

Coronavirus : un supermarché de Cherbourg réserve la vente de **masques** aux clients porteurs d'une carte de fidélité



Le Monde @lemondefr · 13h

« Il serait inacceptable de sortir demain de la crise du Covid-19 pour mourir de la pollution de l'air » : des élus locaux exhortent le chef de l'Etat à se saisir du **déconfinement** pour faire de la qualité de l'air une « priorité nationale ».



franceinfo plus @franceinfoplus · 14h

"On est payés 1,40 euro de l'heure pour sauver des vies" : le malaise de Naiza, étudiante infirmière en première ligne face au **#coronavirus**.



Catherine Gasté @catherinegaste · 16h

« Désinfecto **coronavirus** » : devant la levée de boucliers de la profession le **gouvernement** retire la rubrique anti-fake news de son site L'initiative émanait du Service d'information du **gouvernement** (SIG) - Le Parisien



BFMTV @BFMTV · 16h

A New York, des camions frigorifiques utilisés pour stocker des corps de victimes du **coronavirus**



Marianne @MarianneMag · 16h

Maladie de Kawasaki et **coronavirus** : en moyenne "trois enfants par jour" hospitalisés à Necker



Le Monde @lemondefr · 17h

#Paris Les écoles s'apprêtent à accueillir 15 % seulement des élèves à partir du 14 mai. Les transports en commun ne pourront absorber que 20 % ou 30 % du nombre habituel de voyageurs. Et les **masques** manquent toujours.



RTL France @RTLFrance · 21h

"La grande distribution vend autour de 60 centimes le **masque** jetable", il "en faudrait deux ou trois par jour. Cela fait du 7,20 euros par jour et donc sur un mois, autour de 200 euros" **#COVID-19**



Thomas Porcher @PorcherThomas · 21h

« Il faut d'urgence écouter les soignants! ».

C'était il y a un an. On était plus de 70 chercheurs à signer ce texte. Si seulement...

Il faut d'urgence écouter les soignants!

Un collectif de chercheuses et de chercheurs en sciences humaines et sociales appelle à soutenir la grève des services d'urgence et exhorte les pouvoirs publics à prendre les revendications au sérieux.

Depuis le 18 mars et le début de la mobilisation à l'hôpital Saint-Antoine, le mouvement de grève dans les services d'urgence ne cesse de s'étendre. Des services parisiens, il a progressivement gagné de nombreuses villes comme Lyon, Limoges, Mulhouse, Nantes, Strasbourg, Angers, Saint-Nazaire, Toulouse, Rennes, Azurac, etc. Le collectif Inter-Urgences, à l'origine de cette grève, estime aujourd'hui à plus de 75 le nombre de services mobilisés. C'est une situation que fait le ministre de la Santé du mouvement est, volontairement ou non, erronée. Affirmer, comme elle a pu le faire lors d'une interview sur la Chaine parlementaire, que

« ce ne sont pas les conditions de travail qui ont déclenché la grève », mais des enjeux relatifs à la sécurité revient à nier la corrélation évidente des deux phénomènes. L'intensification du travail, le manque de personnel, l'insadaptation des locaux exacerbent les tensions et dégradent la qualité du travail et des prises en charge. Les urgences ont toujours été un service source de tension, de fatigue physique et morale pour des soignant·e·s confronté·e·s directement à la misère du monde. Mais cette grille de lecture est loin d'être suffisante. Les années qui viennent de s'écouler ont vu l'aggravation des conditions de travail de fait d'une médecine de ville insuffisamment structurée, du fait de modes de financements absurdes poussant à faire toujours plus avec toujours moins, du fait aussi d'une précarisation grandissante. Rappelons qu'au cours des vingt dernières années, le nombre de passages aux urgences est passé de 10 millions à 20 millions pendant que le nombre de personnes pauvres augmentait lui de 50% voire, selon les chiffres, 60% (Observatoire de la pauvreté). Ces chiffres ne

sont pas sans lien. Les urgences sont ce lieu qui reste lorsque tous les autres ferment leurs portes. Sans nier les nécessités du temps long et de la restructuration du système de santé, il importe d'apporter une réponse immédiate. Oui, l'hôpital ne peut être le lieu seul et central du système de soins, oui, les urgences assurent aujourd'hui des prises en charge qui pourraient relever d'autres structures. Mais dans quel état sont ces structures? Et comment faire face à l'urgence? Refonder le système prend du temps, et les soignant·e·s et les patient·e·s n'ont déjà que trop attendu. L'augmentation des salaires, le paiement des heures supplémentaires, le recrutement de soignant·e·s, l'arrêt de la fermeture des lits dans les autres services constituent des mesures indispensables pour ces services en surchauffe, afin d'éviter une spirale dont les effets dramatiques sont appelés à s'amplifier. Au moment où sont annoncés des investissements massifs dans des secteurs comme la génomique ou l'intelligence artificielle, il serait salvateur de ne pas oublier celles et

ceux qui dispensent quotidiennement des soins moins auréolés de prestige mais non moins nécessaires et remarquables. Car ce sont elles et eux qui sont aussi confronté·e·s à des populations de plus en plus précaires et délaissées. Nous leur apprenons assez peu souvent, involontairement, les responsables politiques à écouter avec respect les actrices et acteurs de terrain et à prendre les mesures concrètes et immédiates qui s'imposent. Car, contrairement à ce que affirme le ministre de la Santé, s'il n'y a pas de solution miracle, il y a des solutions. Mais elles impliquent des choix forts supposant de dilater les réflexions orthodoxy de son gouvernement.

Premiers signataires: Pierre-André Jovan secrétaire, Denis Faury vice-président, Jean-François Ponsot secrétaire, Céline Thomas-Porcher secrétaire, 753 Julie Chapuis secrétaire, Bénédicte Thomas Pilette secrétaire, 23822 Mathilde Laroche-Interrante secrétaire de cabinet, Dominique Meunier secrétaire, CINGI Lucas Chancel secrétaire, Sciences Po Aurélie Trounev secrétaire, Agro-PariTech Jean-Paul Guadagnoli secrétaire, Lucien-FFR202



Jérôme Latta @jeromelatta · 22h

Emmanuel **Macron** : "Nous avons une nation forte parce que depuis trois ans, nous avons eu le courage de mener les réformes nécessaires." Il fallait l'oser, celle-là.



Judith Waintraub @jwaintraub · 22h

Crainte de l'"écroulement" évoqué par @EPhilippePM ? "Je n'ai pas ces grands mots" corrige @EmmanuelMacron #Poissy



Damien CAREME @DamienCAREME · 22h

Le monde d'après, ça ne sera décidément pas avec ce **gouvernement** : 7md€ à Air France / 0 € à la SNCF
A-R Paris-Lyon : avion = 340kg CO2/ train = 20kg CO2
Cherchez l'erreur !
L'Etat ne volera pas au secours de la SNCF tout de suite



Motet @LaMotet · 22h

Depuis 1 mois, l'Afnor explique que le modèle comportant une couture verticale le long du nez et de la bouche "n'a pas été pas été retenue par les experts (...) (risque de fuite par la couture)" et conseille le modèle bec-de-canard ou 3 plis.
E. **Macron** en visite ce matin :



